

**OBSERVATIONS**  
**prononcées à la suite de la communication de M. Bertrand HERVIEU**

*(séance du lundi 13 mai 2002)*

**Gérald ANTOINE** : Vous avez déclaré d'entrée de jeu : « Je ne suis pas un nutritionniste. » Mais n'êtes-vous pas trop modeste, car vous nous avez parlé de peuples « mal nourris » – donc il s'agit bien de nutrition – et, dans votre dernière partie, vous en êtes venu au droit des peuples à « se nourrir » et vous avez utilisé à nouveau le terme de « malnutrition », d'où ma question, que vous devinez : comment distinguez-vous alimentation et nutrition ? Le grammairien que j'essaie d'être se rappelle Littré qui, avant de faire le grand Dictionnaire que nous savons, a commis un Dictionnaire de la médecine avec son ami Robin, moins connu. Dans ce dictionnaire, si ma mémoire ne me trahit pas, il dit : « L'alimentation est l'acte préparatoire, mais la nutrition est l'acte définitif. » L'historien de la langue est intéressé par cela. En effet Littré continue en précisant que la langue est un problème de nutrition, et non pas seulement un problème d'alimentation, car d'une part elle acquiert – et ce sont les néologismes –, d'autre part elle élimine – et ce sont les archaïsmes. C'est ainsi qu'elle vit.

\*  
\* \*

**Alain BESANÇON** : Je m'étonne de n'avoir pas entendu d'allusion aux famines politiques qui ont ravagé le monde au XX<sup>e</sup> siècle. Au XIX<sup>e</sup>, les famines, celle d'Irlande, qui a fait deux millions de morts, et celle de Russie en 1895, qui a fait cinq cent mille morts, étaient dues à des conditions naturelles. Alors que les dix millions de morts de Russie, les trente millions de morts de Chine, les quatre millions de morts d'Ethiopie, les six millions de morts d'Ukraine, les trois millions de morts en Corée du Nord ces dernières années sont dus à des conditions politiques. Ce phénomène est d'autant plus intéressant que tous les Etats concernés ont développé à peu près le programme que vous prônez, à savoir qu'il fallait moderniser et associer les paysans à une révolution scientifique. Aujourd'hui, au Mozambique, au Laos et dans d'autres pays sont réunies les conditions politiques de la famine, auxquelles vous n'avez pas fait allusion. Il en va de même pour la dégradation des sols. Les deux pays où cette dernière est la plus avancée sont des pays où règnent actuellement des conditions politiques favorisant l'érosion, à savoir le Turkestan et la Chine.

\*  
\* \*

**Jean-Marie ZEMB** : En matière de production et de consommation, l'Union européenne joue par sa Politique Agricole Commune un rôle important, voire décisif, qui pourrait avantager une politique de qualité des produits et de préservation des sols par rapport à des perspectives de profit à court terme déstabilisantes. S'agissant de durabilité, je me demande si les modalités actuelles de l'aide à l'agriculture ne seront pas rapidement condamnées par nos partenaires, qui supportent de moins en moins de subventionner une agriculture devenue l'une des principales puissances exportatrices du monde. Ne faut-il pas s'attendre à une diminution sévère de l'aide communautaire dès lors que l'Union veut

accueillir en son sein des pays tels que la Pologne et la Hongrie, dont la production agricole ruinerait celle des bénéficiaires actuels de la PAC?

J'ai été heureux d'entendre qu'il faudrait maîtriser au plus tôt la modernisation de l'agriculture tout en respectant et l'environnement et les fonctions de l'agriculture dans telle ou telle région. Mais je me demande pourquoi les responsables demeurent, plus que d'une oreille, sourds aux recommandations de leurs conseillers. Il n'y a pas six semaines - la veille de démissionner de ses fonctions pour devenir le chef de campagne électorale de son Premier ministre -, notre ministre de l'agriculture déclara publiquement que la Norvège avait tort de croire son agriculture menacée par une entrée éventuelle dans la Communauté européenne dérégularisée. En fait, le Roi de Norvège, fermier et ingénieur agronome, considère que la Terre et la Mer sont la garantie de la santé de son peuple. Si la riche Norvège n'interdisait pas l'importation saisonnière des aliments qu'elle peut produire - application concrète du "droit des peuples à se nourrir eux-mêmes", elle se condamnerait à un certain déracinement social, culturel et même physique. La question posée au ministre portait sur la subsidiarité, laquelle devrait notamment mettre fin au débat oiseux parce qu'indifférencié entre les modèles schématiques de la <fédération> et la <confédération>. Pour répondre (ou couper court?), le ci-devant ministre prit un ton solennel pour déclarer que "la subsidiarité était la contradiction même de l'idée européenne".

Ma question sera aussi directe qu'indiscrète: le conseiller du ministre estime-t-il lui aussi qu'en Europe, la subsidiarité est contraire à l'esprit du partenariat européen?

\*

\* \*

**Bernard d'ESPAGNAT** : Je voudrais poser deux questions. La première porte sur les dangers de la modernisation de l'agriculture. Le contre-pied de cela est ce que l'on nomme parfois les micro-réalisations. Au Sahel par exemple, on encourage et aide les paysans à creuser un puits ou à planter des arbres qui assureront une protection contre le vent. Ces initiatives, fort sympathiques, favorisent la production naturelle, et donc diversifiée. A ce titre, elles vont à l'encontre des grandes lois économiques selon lesquelles chaque pays doit se spécialiser dans ce qu'il est le plus apte à produire. Mon interrogation est double : tout d'abord, est-il grave de s'opposer aux grandes lois économiques ? Ensuite, les micro-réalisations ne relèvent-elles pas d'une utopie écologiste, en d'autres termes, sont-elles utiles ?

Ma seconde question est d'un tout autre ordre. Vous avez dit que la production scientifique était entre les mains des pays développés et qu'il conviendrait que les pays en voie de développement prennent en charge leur développement scientifique dans les directions que vous avez indiquées. Il y a quelques années, j'enseignais à la fois à la faculté d'Orsay – il s'agissait d'un cours de chimie théorique, difficile, mais aux retombées pratiques importantes – et à la Sorbonne – il s'agissait d'un cours de philosophie des sciences. Au premier cours n'assistait aucun étranger de pays en voie de développement alors qu'il y en avait plusieurs qui suivaient le second. Il est pourtant évident que les pays en voie de développement ont davantage besoin du premier cours que du second. Ne serait-il en conséquence pas envisageable de n'admettre les étudiants en provenance de tels pays dans nos universités qu'à condition qu'ils suivent des cours de science de haut niveau, en génétique etc. ?

\*

\* \*

**Pierre TABATONI** : 1/ Vous sentez-vous à l'aise avec la notion de développement durable ? C'est une notion un peu mythique, dont je note régulièrement la définition lorsqu'elle apparaît dans les articles que je lis. Récemment, un article d'économie intitulé « Développement durable » (*Sustainability*) s'intitulait : « Puissance, culture, connaissance et institutions : la nécessité de repenser la notion durable dans le cadre de l'agriculture. » Malheureusement, la définition donnée immédiatement après par l'auteur était que le développement durable consiste à rendre le développement « socialement juste et sain du point de vue de l'environnement. » Cette définition très décevante m'a bien entendu laissé sur ma faim. Pourriez-vous nous donner une définition plus précise et plus opérationnelle du développement durable du point de vue de l'agriculture ?

2/ Vous avez indiqué que la globalisation a indiscutablement permis un progrès relativement rapide d'une assez large partie du tiers monde. Mais il est également incontestable qu'elle comporte des aspects négatifs. Est-ce par l'investissement public international que l'on doit compenser les côtés négatifs de la globalisation ? Est-ce par le développement des investissements privés internationaux ? Cela m'amène à vous demander si toutes les propositions que vous avez faites ne se trouvent pas mises en pratique par les grands organismes internationaux qui depuis cinquante ans s'occupent de la question et notamment les activités de lutte contre la pauvreté de l'Organisation Alimentaire Mondiale, de la Banque Mondiale et des Nations Unies.

\*  
\* \*

**Yvon GATTAZ** : 1/ L'agriculture, sur le plan économique, ne comporte-t-elle pas une partie de symbole et une partie de mythe ? On a toujours considéré l'agriculture comme étant à part et l'on explique qu'il est difficile de lui appliquer les règles économiques ordinaires. Un jeune ingénieur, après la seconde guerre mondiale, apprenait qu'il fallait protéger l'agriculture européenne. Il pensait trouver en revanche aux Etats-Unis une agriculture ouverte au marché et aux lois du libéralisme. Quelle n'était pas sa surprise lorsqu'il découvrait que l'agriculture américaine était, dès cette époque, très largement subventionnée ! Cette protection de l'agriculture dans le monde sera-t-elle éternelle ou parviendra-t-on un jour à introduire un peu de libre échange ? Vous avez évoqué la domination des forts par rapport aux faibles. Je ne crois pas à ce principe, l'effondrement des très gros est souvent programmée par une érosion naturelle. L'effondrement des tours économiques actuelles – Enron, Andersen, Marconi, Kirsch etc. – nous le prouve. Si l'agriculture était remarquablement organisée par les grands pays, ceux-ci pourraient fournir aux pays pauvres des produits agricoles à bas prix. Mais ce n'est pas ainsi que les choses se passent. Les pays pauvres ayant une main d'œuvre très bon marché, les compensations se font automatiquement. On le voit pour l'industrie ; elle se délocalise dans les pays à bas coûts. Rappellerai-je la plaisanterie que l'on racontait il y a une dizaine d'années ? Les bas coûts de l'Asie sont des coups bas pour l'Europe ... Les pays dans lesquels se délocalise l'industrie des pays forts rattrapent peu à peu ces derniers, comme s'il existait un équilibre de la nature. Cet équilibre peut-il se manifester dans le domaine agricole ?

\*  
\* \*

**Pierre CHAUNU** : Je suis un peu historien et un peu démographe. Aussi comprendrez-vous que j'ai l'obsession des sources, de leur traitement et de leur qualité. Vous

avez donné beaucoup de chiffres et de projections. Il est assez facile de les dater et j'aimerais vous faire remarquer que même l'ONU, source à écarter absolument, a fait des corrections drastiques par rapport à ses projections initiales. En consultant des sites de données sur Internet, vous constaterez aisément que les chiffres que vous nous avez présentés sont des données obsolètes qui ne représentent plus rien aujourd'hui.

\*  
\* \*

**Marcel BOITEUX** : J'aimerais compléter la question de M. Yvon Gattaz. Vous dites qu'il faut maîtriser la globalisation en mettant en place des systèmes de protection qui éviteront les bouleversements sociaux auxquels aboutirait l'ouverture brutale des marchés. S'agit-il à votre sens d'une situation de transition ou d'une situation définitive qui pérennisera le protectionnisme agricole en excluant que l'on puisse avoir des marchés sans protection ?

\*  
\* \*

**Réponse** : Permettez que je parte des ultimes questions, qui concernent la spécificité de l'agriculture. Il est important d'arriver à déterminer quelle est la place de l'agriculture et de l'alimentation dans la structuration des sociétés. Je ne suis pas de ceux qui pensent que les étapes du développement économique doivent être les mêmes pour tous les pays et à toutes les époques. Deux éléments guident ma réflexion. Le premier est le rôle qu'a joué l'agriculture, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe, dans les processus de modernisation et d'affirmation de puissance au plan mondial. Le second est qu'aujourd'hui, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, la moitié de la population mondiale est composée de paysans, et même si le processus d'urbanisation et de littoralisation caractérise une évolution très forte au début de ce siècle, la question paysanne reste une question fondamentale. Il m'apparaît donc peu raisonnable de réduire la question alimentaire à une stricte question technique. Si l'on prend la juste mesure du rôle des populations agricoles dans la marche du monde, il n'est pas concevable d'appliquer des méthodes de modernisation accélérée à l'ensemble des sociétés qui sont encore fortement construites autour de la paysannerie. Je n'ignore bien entendu pas que ce sont les sociétés dont la population agricole est la moins nombreuse qui sont les mieux nourries et les plus développées. Pour autant, il ne suffit pas de faire disparaître la paysannerie de sociétés, telles que celles de la région subsaharienne, pour qu'elles soient à la fois nourries, débarrassées de la pauvreté, politiquement stabilisées et associées au concert mondial. Je ne peux en conséquence séparer la question alimentaire, la question agricole de la question paysanne.

Sur le plan politique, il y a effectivement une grande spécificité des questions agricoles. Je pense que dans la négociation multilatérale, si les partenaires acceptaient de penser la question des céréales et de leur échange dans le monde en termes géostratégiques plutôt qu'en termes strictement commerciaux, on accomplirait un très grand progrès. Il est bien évident que ni les Etats-Unis ni l'Europe ne considèrent que la question des céréales est purement commerciale. Les efforts que font les Américains et les Européens pour obtenir une baisse des prix sur le marché mondial, qui permette aux uns ou aux autres d'occuper une position dominante, sont une preuve de l'importance géostratégique du marché céréalier.

Enfin, les économistes rappellent abondamment que les marchés agricoles peuvent passer, sans transition, d'une situation de surabondance à une situation de pénurie. Les conséquences politiques de telles variations sont extrêmement dommageables et entraînent donc, par précaution, un traitement spécifique de la question agricole. On comprend que, face à ces spécificités, il ne soit pas possible d'appliquer les mêmes schémas de compréhension que pour l'industrie.

A Pierre Tabatoni : Je n'ai pas cru devoir reprendre dans mon exposé la définition livrée par le rapport Brundtland qui applique au développement durable l'idée d'un développement qui n'entrave pas les possibilités de développement des générations futures. Dans le domaine de l'agriculture, c'est sans doute le terme de renouvelable qui serait le mieux adapté quant à l'utilisation des ressources. Voilà un des points sur lesquels travaillent actuellement les agronomes.

Pour ce qui est du bilan des grandes organisations internationales en matière de développement agricole et alimentaire, je ferai deux remarques : 1/ Que ce soit le FMI, la Banque Mondiale et, dans une moindre mesure, la FAO, elles s'interrogent assez radicalement sur le résultat de leur action au cours des trente dernières années. Leur action est loin d'avoir été totalement négative ; l'effondrement des pays les moins développés qui était à craindre il y a une vingtaine d'années a pu être évité en partie en raison de l'action de ces grandes organisations. Néanmoins, ces dernières réfléchissent au fait qu'une vingtaine de pays se sont trouvés dans une situation d'appauvrissement accéléré. Le bilan est donc contrasté. 2/ En réponse à M. Bernard d'Espagnat, je dirai que la coopération locale sous la forme de micro-réalisations s'est soldée par un échec, essentiellement pour des raisons d'impréparation et d'inconséquence culturelle sur les mises en relation qui s'opéraient. Cela m'amène à aborder la question de la coopération scientifique. Si l'on en fait le bilan pour le domaine alimentaire durant les trente dernières années, le bilan est très contrasté. La coopération a pleinement réussi dans les pays d'Extrême-Orient et d'Asie du Sud-Est. Elle a presque totalement échoué sur le continent africain. D'après l'Observatoire des sciences et des techniques, s'agissant de l'année 2000, il est estimé que la production scientifique du continent africain représente moins de 0,5% de la production scientifique mondiale. Dans ce continent africain sont bien sûr comprises l'Afrique du Sud et l'Afrique du Nord ; cela signifie donc une quasi-absence de production scientifique en Afrique subsaharienne. La question qui est posée aux responsables d'organismes publics de recherche, dont je fais partie, est de savoir quel mode de coopération scientifique il convient de mettre en place avec ces pays et comment établir un pont entre le développement scientifique et celui de l'agriculture. Presque tout a été essayé ; ce qui porte le plus de fruits, c'est une coopération permettant à ces pays de construire, même modestement, autour de leurs universités, des petites équipes de chercheurs auxquels on permet de rester en contact avec la communauté scientifique internationale.

A Jean-Marie Zemb : Il est vrai que l'on ne peut passer sous silence l'effort que représente la politique agricole commune pour la Communauté européenne : 60% du budget de l'Union il y a une dizaine d'années, encore 50% aujourd'hui, la France recevant à peu près un quart de ce soutien. Cela résulte d'un choix fait simultanément par la France et l'Europe lors de l'élaboration des grandes lois d'orientation agricole de 1960-62. Certes, cette approche de la question agricole, qui s'est traduite d'abord par un soutien des prix, puis par des compensations à la baisse des prix, se trouve face à des échéances lourdes. Le dispositif mis en place sera en effet difficilement applicable dans le cadre d'une Europe élargie. Une des propositions que soutenaient d'ailleurs jadis les Norvégiens consiste à ne pas tant chercher à compenser les baisses de prix qu'à reconnaître que l'agriculture dans les pays modernes ne remplit pas une seule fonction, mais un grand nombre : marchande, non-marchande,

alimentaire, non-alimentaire, privée, publique etc. Il convient donc de trouver des moyens de rétribuer cette multifonctionnalité de l'agriculture. Les Norvégiens ont été très en pointe sur ce sujet et l'idée se fait jour d'un deuxième pilier de la PAC, qui ne serait plus le pilier de l'organisation des marchés, mais le pilier du financement du développement rural et de la réactivation de la multifonctionnalité. Ce débat rejoint celui sur la subsidiarité car un certain nombre de protagonistes considèrent que le premier pilier relève de l'Union dans la négociation avec les pays alors que le second relève directement de l'Union dans ses négociations avec les régions et les collectivités.

A Alain Besançon : Il est évident que le désordre qui se manifeste dans l'économie agricole et alimentaire relèvent plus d'un problème politique que d'un problème technique. On pourrait poursuivre la réflexion sur la Chine qui connaît une fracture extraordinaire entre des régions de l'intérieur, pauvres et coupées du marché et les grandes zones littorales fortement urbanisées, où sont détruites sans retenue les zones d'agriculture et de conchyliculture.

A Gérard Antoine : Je ne saurais vous répondre puisque vous avez parfaitement apporté les termes de réponse que je n'avais su mentionner. C'est en tout état de cause à Louis Malassis qu'il faut rendre hommage pour la mise à plat et la mise à jour de la double polarité de la nutrition et de la l'alimentation.